

ENTRETIEN

La crise en Syrie et les « printemps arabes » - Sur la géopolitique du conflit syrien

samedi 15 février 2014, par [CHAUVIER Jean-Marie](#), [DELMOTTE Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2014).

Jean-Marie Chauvier - Penses-tu que l'initiative russe en faveur du démantèlement de l'arsenal chimique syrien était une manœuvre de retardement en faveur du régime de Bachar El Assad, en même temps qu'une occasion offerte à Barak Obama de sortir de l'impasse ?

Paul Delmotte - Je pense qu'effectivement, cela a été une manœuvre de retardement. Il semble clair aujourd'hui que des frappes franco-américaines étaient bel et bien prêtes à être lancées le 31 août, lorsqu'Obama a annoncé par téléphone à Hollande qu'il allait d'abord demander l'aval du Congrès. Et l'on peut aussi affirmer que depuis la bataille de Qoussayr, début juin, l'armée loyaliste était en train de marquer nettement des points. Ce qu'elle continue de faire en reprenant, en novembre, Qara, sur la route Damas-Homs, et des parties de la Ghouta, autour de Damas. Ainsi qu'en parvenant à liquider plusieurs chefs rebelles.

Donc, on serait revenu à la situation antérieure ?

Pas forcément. Faut-il qualifier, comme François Burgat dans l'interview que tu avais diffusée, la proposition russe de « grossière manœuvre » et la décréter d'avance « parfaitement inefficace » ? Je n'irai pas jusque-là. Le fait que la Russie comme la Chine aient accepté, le 26 septembre, une résolution sur la destruction de l'arsenal chimique syrien ne me semble pas rien. Je pense que les « amis » du régime de Damas marquent aussi par ce vote une prise en compte des réalités et de la nécessité de réduire les tensions. On peut, je crois, également faire l'hypothèse que l'allié iranien, décidé à favoriser une « ouverture » vers les Occidentaux, ait aussi poussé en ce sens. Ce que semble confirmer, depuis, l'ouverture de Téhéran et l'accord intermédiaire obtenu par Hassan Rohani du Groupe G 5+1. Ce n'est plus un secret, non plus, que la question syrienne était aussi au menu des pourparlers sur le nucléaire iranien.

Ceci dit, il n'est pas sûr que le pessimisme de Burgat soit excessif.

Pourquoi ?

Parce que, d'une part, il semble bien que Damas ait accepté de céder sur ses armes chimiques en échange des autres avantages que lui procure le texte américano-russe. Ce que semblent étayer le début du démantèlement de son arsenal chimique par les équipes de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OAI) et le fait que, dicit Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial des Nations unies et de la Ligue arabe, Damas ait fourni l'inventaire complet de cet arsenal. Maintenant, cela suffit-il pour garantir qu'une négociation s'ensuivra ? Pour revenir à la « manœuvre de retardement », la « résolution contraignante » votée à l'unanimité au Conseil de sécurité le 27 septembre ne l'est certainement pas assez - contraignante - en tout cas aux yeux des Français. En effet, la résolution n'est pas « sous chapitre VII » comme le revendiquait Fabius. Les « alliés arabes » de la rébellion syrienne et la Coalition nationale syrienne elle-même ne sont pas dupes : pas

d'évocation d'un cessez-le-feu ni de calendrier des négociations. Oubliées, semble-t-il, l'établissement d'une no-fly zone et une traduction en justice de Bachar Al-Assad... De même, la résolution ne fait aucune référence à la Cour pénale internationale (CPI). Enfin, tout récemment, début décembre, Bachar Al-Assad a déclaré qu'il « *mènerait la période de transition* ». Ce qui signifie à la fois qu'il se sent à nouveau le vent en poupe, mais augure mal des éventuelles négociations de Genève-2 qu'il avait auparavant dit accepter sans préconditions.

Et pourquoi Bachar Al Assad ne serait-il pas « partenaire » ? S'il se confirme qu'il a toujours le soutien d'une partie du peuple syrien ? Car si l'on ne veut pas de lui comme « partenaire », avec qui pourrait-on négocier la fin de la guerre ? D'ailleurs, ne faut-il pas qu'entre eux aussi, les anti-Assad négocient ? Ne sommes-nous pas dans une partie à acteurs multiples ?

Est-ce une question de personne ? La rébellion avait déjà dit être disposée à accepter comme interlocuteurs des membres du régime jugés « modérés », comme Farouk Al-Chareh, le ministre des Affaires étrangères qui a été écarté par le régime en juillet. Elle avait - ou du moins certaines tendances en son sein - aussi proposé des négociations conditionnées à des libérations de détenus. Quant à Bachar, même si l'on ne peut nier que sa personne ait fait l'objet d'une démonisation ; même s'il est impossible de distinguer entre ce qui lui revient dans les faits de répression et ce qui revient à son entourage, il est à mon sens compréhensible que l'opposition se refuse à le juger comme un « interlocuteur valable ». Qu'il dispose encore du soutien d'une partie de l'opinion me semble évident, mais de quelle partie ? À part les chiffres de la démographie confessionnelle du pays, je ne pense pas que l'on dispose de sondages permettant de répondre à cette question. Enfin, je pense que les négociations doivent se faire entre institutions plutôt qu'entre personnes. Et tu as raison de dire que même l'opposition est divisée. De plus en plus même. Mais ce processus ne joue pas en faveur de négociations.

Mais, si ce plan russe ou russo-américain échoue, l'option militaire deviendra-t-elle à nouveau prioritaire pour les Etats-Unis, la France, les autres pays occidentaux et la Turquie ? Au risque d'un affrontement avec la Russie ?

Si ce plan échoue, l'on en reviendra sans doute à la situation précédente. À la différence - de taille - près que, comme je viens de le dire, la rébellion s'est entretemps fort affaiblie, plus divisée encore et, apparemment, radicalisée au profit des jihadistes.

Par ailleurs, en cas d'échec du plan russo-américain, il faudrait alors, normalement, voter une nouvelle résolution avec à nouveau le risque d'un veto de Moscou et de Pékin. Plus, comme je l'ai évoqué, il ne faudrait pas céder à un excès d'optimisme. Le risque d'échec est loin d'être minime. L'OAIC, chargée d'organiser le démantèlement et la destruction de l'arsenal chimique syrien, a elle-même annoncé que ce démantèlement proprement dit ne débiterait qu'au milieu de l'année prochaine. Qui sait ce qui peut se passer d'ici là... Plus, l'action de la seule OAIC suffira-t-elle ? Fabius en tout cas en doute. Et l'OAIC elle-même déclare que son budget est insuffisant pour une telle opération. D'autre part, cet arsenal est estimé à plus de 1000 tonnes, dont 300 de gaz moutarde, qui ne sont évidemment pas entreposées dans un seul et même endroit. Et tout le processus de localisation, de démantèlement et de destruction va plus que vraisemblablement donner lieu à des tractations sans fin.

Enfin, les possibilités d'actes relevant du « terrorisme de déstabilisation » ne sont pas à écarter.

Ceci dit, il me semble douteux que, même en cas d'échec, on en arrive à un affrontement « physique » avec la Russie.

Soit, revenons aux perspectives de négociation. Quel jeu jouent les États-Unis ?

Là, j'ai de sérieux doutes quant à la jolie histoire que l'on nous a servie. Celle d'une allusion de John Kerry saisie au bond par Sergueï Lavrov. Je pense - et m'interroge sur le fait que très peu de médias se soient posé la question - que c'est cousu de fil blanc. Surtout que cela faisait un certain temps que les Polonais avaient lancé l'idée d'un démantèlement de cet arsenal chimique sous l'égide des puissances, et que l'on en discutait plus que probablement en coulisses. Non, je pense vraiment que cela arrangeait très bien B. Obama, qui ne savait plus comment se dépêtrer de sa « ligne rouge » et envisageait avec appréhension d'avoir à « sauver la face ». Ce pourquoi d'ailleurs il a subordonné sa décision à l'aval du Congrès. C'est vraiment le cas de figure du « retenez-moi, je vais faire un malheur... »

Rappelons aussi que John Kerry avait fait savoir qu'il n'insisterait pas sur une résolution « sous chapitre VII », rejetée par les Russes. Quant aux Français, en accueillant la décision commune de Moscou et de Washington comme un « pas en avant », dixit Fabius, je pense qu'ils ont pris acte des joies du « leading from behind » et tentent essentiellement de nier un revers flagrant et de rester admis aux discussions des Grands.

Comme l'écrit François Burgat dans son dernier ouvrage, consacré à la Syrie [1], la résolution 2118 a « surtout offert une heureuse porte de sortie pour les Occidentaux », inquiets de voir les armes chimiques tomber aux mains du Hezbollah ou de groupes islamistes de l'opposition syrienne. C'est un peu comme si on avait échangé les armes chimiques contre une intervention, quelle que soit au demeurant l'intensité qu'on voulait lui donner.

Je pense donc que *Le Monde* n'a pas tort quand il écrit que cette résolution 2118 apparaît comme « le plus beau des sauve-qui-peut » pour Damas et refait de Bachar Al-Assad un « partenaire » pour d'éventuelles négociations.

J'hésiterais à citer *Le Monde*, c'est un journal franchement belliciste, c'est quasiment la ligne du va-t'en guerre Bernard-Henri Levy.

Je sais que *Le Monde* partage aujourd'hui le consensus de la quasi-totalité de l'intelligentsia française en faveur des interventions au Mali et, un peu moins quand même, en République centrafricaine. Je peux aussi constater que ce journal, que je lis depuis plus de quarante ans, ne se situe plus exactement au « centre-gauche » comme on le disait à l'époque. Faut-il pour autant le taxer de « belliciste » comme lors de ce début de campagne suite à l'enquête de ses journalistes sur le recours aux armes chimiques en Syrie ? Personnellement, je trouve encore souvent dans *Le Monde* des informations qui permettent de remettre en question le discours dominant qui imprègne son message général.

On attribue aux hésitations occidentales la peur qu'à la place du régime actuel, les sectes soutenues par le Qatar, l'Arabie Saoudite et Al Qaeda ne prennent le dessus et ne plongent la Syrie dans un chaos qu'on ne maîtriserait plus, sans parler des risques d'extension de la guerre à toute la région.

Je ne parlerais pas de « sectes ». Même si les organisations djihadistes à l'œuvre en Syrie sont d'un sectarisme indéniable, le terme ne convient pas pour des organisations qui sont avant tout politiques. Il faut se méfier du prisme religieux... Et, *a fortiori*, le terme ne peut s'appliquer aux Frères musulmans syriens. Ceci dit, les risques d'un chaos généralisé et d'une extension du conflit au-delà des frontières syriennes est évident. C'est déjà le cas au Liban, même si les choses n'y sont pas irréversibles à mon sens. C'est d'ailleurs l'une des raisons de la « réserve » étasunienne.

Par ailleurs, il apparaît que le Qatar a récemment, depuis la fin juin, mis une sourdine à ses ambitions après l'éviction de son émir par son fils.

La Russie ne défend pas seulement ses liens traditionnels avec le régime syrien, elle préserve ses intérêts pétroliers dans la région et, plus loin, dans le bassin de la Caspienne, où les intérêts russes, turcs et iraniens sont en rivalité, alors même que les grandes compagnies et les Etats-Unis y développent leurs projets d'exportation pétrolière hors des réseaux russes.

Comme toute grande puissance, la Russie, aujourd'hui puissance capitaliste, pratique la *realpolitik* et défend ses intérêts, c'est évident. Intérêts pétroliers, mais aussi géopolitiques : Tartous reste sa seule base en Méditerranée et tous ont souligné le « syndrome libyen » qui anime la politique russe : Vladimir Poutine veut mettre un frein au grignotage des zones d'influence russes auquel l'Occident procède depuis 1991 ainsi qu'aux régime changes favorables à Washington.

Pour résumer : la clé de l'évolution se trouve en Iran, allié du régime syrien. Et si celui-ci tombe, l'Iran sera à son tour en danger. N'est-ce pas là - et non en Syrie seulement, que se trouve le cœur de l'enjeu de cette crise internationale ?

Je pense que l'Iran est effectivement la clé. Affaiblir la Syrie, c'est affaiblir l'Iran et, au passage, le Hezbollah. C'est évidemment là une donne qui n'échappe pas aux Occidentaux ni à Israël. Mais il y a d'autres aspects. Pour ce qui est de la Syrie, affaiblir ne signifie pas « renverser ». Surtout en songeant aux conséquences, locales et régionales, qu'aurait une chute du régime. Plus, il y a aussi les possibilités de dissensions syro-iraniennes qui pourraient être exploitées. Je pense ici au nouveau cours que semble insuffler Hassan Rohani à la diplomatie iranienne. Ces dissensions ne sont pas une vue de l'esprit, ce qu'occulte une vision en termes religieux et une fixation sur la « solidarité chiite ». Elles ont déjà existé : n'a-t-on pas écrit que les révélations à propos d'un trafic d'armes à destination de l'Iran qui devaient financer la Contra nicaraguayenne et qui ont conduit à l'Irangate, provenaient d'une « fuite » intentionnelle, via la presse libanaise, de... Hafez Al-Assad, alors en désaccord avec son allié iranien à propos - déjà - de ses tentatives de rapprochement avec l'Occident !?

L'autre aspect est la mosaïque de communautés en équilibre qui risque de s'effondrer, du fait de la guerre menée par les puissances et les puissances sunnites contre les chiites (e. a. alaouites en Syrie) et les chrétiens. Peut-on dire qu'en articulation avec les enjeux géostratégiques, cette guerre sunnisme-chiisme, interne à l'Islam, est l'une des clés de la redistribution des cartes dans l'ensemble du monde musulman moyen-oriental ?

Comme au Liban, comme en Irak, la mosaïque communautaire syrienne est un fait. Ceci dit, je pense que parler - c'est malheureusement de plus en plus le cas - d'une guerre entre un « arc chiite » et un « bloc sunnite » ou d'une « guerre menée par les sunnites contre les chiites et les chrétiens » peut s'avérer fort réducteur. C'est là, à mon sens, une « fracture imaginaire » comme le soulignent heureusement quelques articles récents. « Imaginaire » ne veut pas dire, hélas, qu'elle n'agit pas sur les réalités. Et de façon délétère. « Imaginaire » parce que, encore une fois, c'est le religieux qui apparaît comme le prisme de lecture principal, ce qui est caractéristique de l'orientalisme au sens e. a. d'Edward Saïd. Je pense que cette fracture qui est, hélas, en train de s'approfondir au risque de ne plus pouvoir être comblée, est éminemment socio-politique et socio-économique. Je partage ici les vues de Jean-Pierre Filiu (interrogé tout récemment par Pascal Fenaux dans Points Critiques) selon qui ce conflit sunnite-chiite est un « *prêt-à-penser - un storytelling donc - qui, tout comme l'épouvantail Al-Qaïda, permet d'évacuer les situations concrètes afin d'appliquer partout les mêmes schémas explicatifs* ».

On oublie en effet que l'un des premiers « printemps arabes » à avoir été durement réprimé l'a été au Bahreïn, où il a été écrasé par des contingents saoudiens et du Conseil de coopération du Golfe. Et que l'Arabie saoudite, le Koweït ont aussi connu des manifestations. Je crois donc que les pétromonarques, autocrates au même titre que les dictateurs renversés par les « printemps arabes », ont aussi senti le sol trembler. Constatons en tout cas que tous les ingrédients des « printemps arabes » - jeunes diplômés sans emploi, grogne en faveur de réformes, réseaux sociaux... - sont présents en Arabie saoudite aussi. Ainsi, c'est Ryad qui a présenté comme un conflit confessionnel ce qui au Bahreïn est en réalité un conflit social, même si les chiites forment 70% de la population de l'émirat dont ils constituent, précisément, les franges les plus mal loties.

Enfin, la thèse d'une « guerre entre sunnites et chiites » ne peut expliquer l'aura dont bénéficiait encore tout récemment le Hezbollah dans l'ensemble du monde arabo-musulman. Ni le soutien iranien, jusqu'il y a peu, au Hamas palestinien, incontestablement sunnite. Ni les bonnes relations de Téhéran avec Dubaï et Oman...

Par ailleurs, l'Iran n'a-t-il soutenu le Hezbollah que par « fraternité chiite » ou aussi pour rompre son isolement des années quatre-vingt et être en quelque sorte présent sur le front anti-israélien ? Inversement, Hafez Al-Assad, le « laïque », a-t-il conclu une alliance - « sacrilège » aux yeux du nationalisme arabe - avec la République islamique iranienne au nom d'un chiisme partagé depuis peu ? Rappelons que jusqu'au début des années septante, les alaouites n'étaient pas reconnus en tant que chiites. C'est Al-Assad-père qui y a pourvu ? Filiu dit aussi que les alaouites sont au chiisme ce que les mormons sont au protestantisme... En tout état de cause, l'alliance syro-iranienne que beaucoup veulent aujourd'hui expliquer par une affinité confessionnelle quelque peu tirée par les cheveux, s'explique avant tout par une volonté, alors partagée, de prendre l'Irak en tenailles.

Enfin, l'arrivée au pouvoir en Irak, grâce à G. Bush, d'un gouvernement « chiite » proche de l'Iran, a suscité de fortes craintes dans les pétromonarchies où, de surcroît, vivent de fortes minorités chiites.

Que dire aussi des multiples dissensions tant au sein du chiisme que du sunnisme ?

Revenons à la Syrie. On parle beaucoup de ce pays chez nous alors qu'on n'en connaît pas grand-chose. Quel est le type de société en Syrie ? Je ne parle pas tant ici de l'aspect communautaire et religieux, mais de la réalité sociale. On a dit que la Syrie était un pays « pré-OMC », pas encore intégré à la « mondialisation », et que le régime, loin d'être résistant à cette « mondialisation », avait accéléré la libéralisation économique et cherché à améliorer ses rapports avec les Etats-Unis. On a dit aussi que cette libéralisation avait creusé les écarts sociaux aux origines des premières révoltes. Est-ce une explication valable à tes yeux, y a-t-il une dimension sociale, « de classe » aux révoltes initiales, avant que n'interviennent les groupes extérieurs ?

Je pense que, chez nous, tant les « pro-régime » - avérés ou *de facto* - que ceux qui le vomissent et aspiraient hier encore à une intervention font, chacun pour leurs raisons propres, la même erreur. Parler de « régime Assad », de « régime baathiste » ou tout simplement du pouvoir en Syrie sans périodiser rend incapable - au cas où on le souhaiterait - de percevoir les différences, primo, entre la période d'Assad-père et les pouvoirs baathistes qui l'ont précédée et, secundo, les différences entre les règnes du père et du fils. Tout focaliser sur l'absence de démocratie et les violations des Droits de l'Homme ici et là contribue aussi à cet anachronisme.

Je me suis risqué ailleurs à une comparaison des trajectoires politiques d'un Hafez Al-Assad et d'un Houari Boumediene. Notamment entre le « réajustement révolutionnaire » du colonel et ministre de la Défense algérien, et la « rectification » amorcée en novembre 1970 par le général - et également ministre de la Défense Hafez Al-Assad. Ceci pour rappeler que ces putschs entendaient tous deux

mettre fin à une période qui faisait « désordre » : l'agitation romantico-révolutionnaire de la période Ben Bella ; celle des « gauchistes » Baath en Syrie. Avec Assad-père comme avec « Boum' », c'est en effet le « pragmatisme » qui passera aux commandes. Avec ces deux nouveaux « hommes forts », c'est aussi l'armée qui s'installera à l'avant-scène. Et, tous deux veilleront à faire de leur pays un État qui compte sur la plan international : Assad senior, « le Bismarck du Proche-Orient » fera de la Syrie un « interlocuteur incontournable » sur la scène régionale et internationale. Boumediene hissera Alger au rang des ténors du « Nouvel ordre économique International » et s'efforcera, avec son soutien aux Sahraouis, à faire de son pays un « grand » du Maghreb. Enfin, comment ne pas voir aussi les similitudes qu'entraînera la disparition des deux hommes ? Dans l'Algérie de 1988, le Printemps d'Alger s'avérera aussi éphémère que le Printemps syrien annoncé par Bachar Al-Assad l'année qui suivra la mort de son père, en 2001.

D'autres font un parallèle semblable entre la Syrie et l'Algérie, dans lesquelles ils voient deux pays opposés à l'hégémonie américaine, voire -et pour cette même raison - voués l'une après l'autre à subir des tentatives de « changement de régime ».

C'est le moment d'évoquer ce que Georges Corm appelle les dictatures militaires nationalistes, laïcisantes, socialisantes et « développementistes », favorables au « neutralisme positif » inauguré à Bandung en 1955. Arrivés au pouvoir (hormis l'Irak qui n'y viendra qu'en 1958 et l'Algérie après 1962) en conséquence du choc de la Nakba de 1948, ces régimes s'étaient « naturellement » tournés vers l'URSS. Phase suivante dans la périodisation de Corm : celle qui s'engage à la faveur d'un second traumatisme : la « Guerre-des-Six-Jours » de juin 1967. S'ouvre alors l'ère des « milliardaires du pétrole » qui se sont « faits » dans les pays du Golfe. Progressivement, les régimes hier « prosoviétiques » vaincus en 1967 se voient forcés de tenir compte de l'éviction progressive de l'URSS de la scène arabe. Poussés, grâce e. a. à la manne financière déversée par les pétromonarchies aux « pays du front » (contre Israël) à s'ouvrir aux capitaux occidentaux, ces régimes passeront d'un discours pan-arabiste à un nationalisme affirmé et sourcilieux. Et substitueront bientôt - peu ou prou selon les cas - aux valeurs « socialistes » celles d'un islam traditionnaliste. C'est certes, moins le cas en Syrie, mais, chose significative, la nouvelle constitution promulguée en 1973 par le très laïc Baath proclame que l'islam doit être la religion du chef de l'État. Enfin, ces pays connaîtront de l'intérieur - et sans que cela soit toujours clairement perçu - une évolution qui verra s'instaurer, dit Corm, des « complexes militaro-mercantiles », c. à d. une sorte d'osmose entre élites militaires au pouvoir et « nouveaux milliardaires » du pétrole ou d'autres secteurs. Ce que les Algériens appelleront plus tard la « mafia politico-militaire » - qui permettra, libéralisation économique aidant, une augmentation de plus en plus ostentatoire de la corruption. Citons Samir Amin lui-même : le régime baathiste de Syrie a « *rallié le camp du néo-libéralisme comme les autres [régimes militaro-mercantiles]. Et « le désastre social qui en a résulté a entraîné les mêmes conséquences qu'ailleurs »...* Autre effet de ces évolutions : une « *hogra* » comme disent les Algériens, une arrogance méprisante de plus en plus nette à l'égard des couches populaires et de leurs aspirations. Notons ici que les dramatiques événements de Deraa, à la mi-mars 2011, dont on peut difficilement nier le rôle dans le déclenchement du soulèvement en Syrie, semblent fort révélateurs d'une telle « *hogra* », même si le comportement des autorités locales - la torture de gamins et les sarcasmes envers leurs parents - démisés par la suite, ne doit pas forcément être imputé au régime dans son ensemble.

Comment perçois-tu donc le régime syrien ?

Je le qualifierai donc, « à l'algérienne », comme celui d'une « mafia politico-militaire », agrémenté d'une bonne dose de népotisme et de copinage et dans lequel il me semble aberrant de voir encore un dernier bastion de la résistance anti-impérialiste.

Ainsi, Hafez Al-Assad avait veillé à mettre la Syrie à l'abri de tout « aventurisme » face à Israël :

avec son refus, prélude à sa prise de pouvoir deux mois plus tard, d'apporter un soutien aux fedayin palestiniens massacrés par l'armée jordanienne lors du Septembre noir. Et en faisant en sorte qu'après la guerre d'octobre 1973, plus un seul coup de feu ne soit tiré par-delà la frontière syrienne. Plus : qui niera qu'en 1976, c'est avec la bénédiction de Washington et celle, assortie de « lignes rouges », de Tel-Aviv, que les troupes de Hafez Al-Assad avaient écrasé au Liban ceux que l'on appelait alors les « palestino-progressistes » en passe de l'emporter sur l'ainsi nommée « droite chrétienne » ? Une intervention qui permettra d'ailleurs aux Forces libanaises (phalangistes) de perpétrer, les 14 et 15 janvier 1976, le massacre des réfugiés palestiniens de La Quarantaine à Beyrouth : 2000 morts. Et ne parlons pas de la « guerre des camps » menée par Amal contre les camps de réfugiés palestiniens du Liban avec la bénédiction de Damas... Ali Khameneï lui-même aurait dit fin novembre 2008 au président libanais que la politique syrienne envers Israël a été « une trahison tout au long des trente dernières années » !

Par ailleurs, « pré-OMC » ou pas, la « mondialisation » est bel et bien passée. Peu d'observateurs soulignent que le soulèvement syrien actuel procède certes d'une répression féroce, mais aussi des conséquences sociales dues à cette mondialisation. C'est aussi dans ce cadre qu'une vision trop « confessionnaliste » des événements peut-être source de confusion : derrière l'opposition « sunnite », il y a aussi une partie du monde des affaires syrien. Ce même monde des affaires sunnite a d'ailleurs des représentants dans l'entourage du régime. Par ailleurs, « l'ouverture » économique que Bachar Al-Assad a élargie a sérieusement exacerbé les contentieux villes-campagnes que la Syrie connaît depuis son indépendance et auxquels son père avait tenté de remédier. L'*infithah* - l'ouverture néo-libérale - menée par Bachar Al-Assad aurait en effet conduit, comme naguère celle de Sadate, à un appauvrissement dramatique des classes moyennes. Le pourcentage des Syriens vivant sous le seuil de pauvreté aurait triplé entre 2000 et 2010. Aujourd'hui, la majorité du mouvement insurrectionnel syrien serait constituée par des membres des « classes moyennes » marginalisés et des déshérités de la ville et des campagnes et, ainsi que, comme dans les autres « printemps arabes », par de jeunes-diplômés-sans-emploi. Ainsi, en décembre 2011, une série de grèves générales auraient eu lieu, les autorités licenciant plus de 85.000 travailleurs et fermant quelque 187 usines. Si cette information s'avère exacte, elle a été singulièrement peu relayée : chose logique de la part de la presse « bien-pensante », mais beaucoup moins de la part des « contre-informateurs »...

Pour terminer, je dirai que des livres comme celui de Souheil Belhadj ou celui dirigé par Baudouin Dupret [2] ont, c'est dommage, été beaucoup moins lus chez nous qu'un certain opuscule intensément diffusé « à gauche »...

La présentation des événements en Syrie dans nos médias a beaucoup évolué depuis quelques mois. Dans un premier temps, il s'agissait d'une révolution ou de soulèvements populaires écrasés par le régime de « Bachar ». Quelques rares commentateurs évoquent une « guerre civile » et des « interventions extérieures », mais ils sont considérés comme des propagandistes du régime syrien, donc non crédibles. Dans un deuxième temps, on parle largement de « guerre civile »... Deux questions : d'abord, côté médias, comment expliquer ce changement ? Et puis, côté « terrain », comment définir ce qui se passe vraiment en Syrie ? Révolution, guerre civile, ou quoi encore ?

Chacun a sa propre perception de la couverture médiatique et de son évolution. Pour ma part, à la façon dont tu vois les choses, je ferais quelques précisions. Primo, il me semble aussi discerner cette évolution selon laquelle, depuis l'accord russo-américain de septembre dernier, les médias parlent moins de « soulèvement populaire » et davantage de « guerre civile ». Secundo, je distinguerais ceux qui parlent de « guerre civile » et ceux qui sont « considérés comme des propagandistes du régime ». En effet, ceux-ci rechignent à parler de « guerre civile » et préfèrent montrer du doigt des « terroristes » venus de l'extérieur, combattus par un régime légitime et qui a nombre de partisans.

Enfin, pour ce qui est de l'évolution évoquée, je dirais que les médias *main stream* s'adaptent. Ils ont compris que les Occidentaux n'interviendront probablement pas et s'y résignent en quelque sorte. Dès lors, continuer à parler de « soulèvement populaire », c'est retourner le couteau dans la plaie : un soulèvement populaire contre un régime honni, cela mérite une aide. Or... Par contre, « guerre civile », ça fait « sale », avec des atrocités de part et d'autre – ce qui est le cas – et donc, moins d'obligations à prendre parti. Voyons aussi la façon dont Bachar Al-Assad apparaît après la destruction de vecteurs susceptibles de transporter des armes chimiques : disparue, la diabolisation à laquelle on était accoutumé !

Pour ce qui est maintenant de définir, si c'est possible, ce qui se passe, je dirai qu'il y a, qu'il y a eu « soulèvement populaire » dans le sillage des ainsi nommés « printemps arabes ». Et je continue de croire que face à ceux-ci le terme « révolution », au sens marxiste, est assez surfait. Par contre, je pense qu'il s'agit bien d'une guerre civile entre d'une part, un régime et son armée soutenus peu ou prou par une partie de la population et, de l'autre, des groupes armés de toutes sortes – organisations armées structurées et soutenues de l'étranger, et milices locales (je ne parle pas des bandes qui relèvent ou dérivent vers le brigandage) – issus de la radicalisation qu'a entraînée la répression de ce soulèvement populaire ; et également soutenus, peu ou prou, par une autre partie de la population.

Les relations apaisées de l'Égypte avec Israël étaient l'un des éléments de la stabilisation régionale, favorable à Israël. Est-ce que les bouleversements égyptiens pourraient tout remettre en cause ?

S'il y a deux pays de la région qui se sont félicités du coup d'État du général Al-Sissi, ce sont bien l'Arabie saoudite et... Israël. Il est quand même assez hallucinant d'entendre, en décembre 2012, Benyamin Netanhayu déclarer publiquement que l'Arabie saoudite a « *des intérêts et des opinions communs* » avec Israël. Et d'apprendre que le prince Bandar Al-Sultan, patron des renseignements saoudiens, aurait récemment rencontré en Jordanie le chef du Mossad en vue d'une autorisation de survol du territoire saoudien par des avions israéliens pour une éventuelle action contre l'Iran !

L'on constate aussi que même le président Morsi n'a non seulement pas remis en cause le traité de paix avec Israël, mais a eu une attitude plus qu'ambigüe à l'égard des Palestiniens et même du Hamas pourtant issu des Frères musulmans. Ce qui n'empêche pas un Samir Amin d'accuser, contre toute vraisemblance, Morsi d'avoir eu l'intention de « vendre » une partie du Sinaï à Israël !

Cela m'étonnerait donc que les autorités égyptiennes nées du coup d'État du 3 juillet aillent plus loin. L'on sait qu'aujourd'hui que la collaboration égypto-israélienne en matière de renseignements et d'« anti-terrorisme » n'a jamais été meilleure... Rappelons enfin qu'avec des effectifs qui approchent le demi-million d'hommes, l'armée égyptienne absorbe les 2/3 de l'aide américaine. Ce qui permet ainsi à M. Obama de faire « les gros yeux » en suspendant des livraisons d'armes lourdes et de pièces détachées et en exigeant le retour à un « ordre démocratique », mais, à mon avis, cela n'ira guère plus loin non plus. Il est vrai qu'aujourd'hui, le régime Al-Sissi « surfe » sur – et instrumentalise une vague de patriotisme et d'antiaméricanisme qui ne date pas du coup d'État. Et en s'appropriant de façon assez impudente l'image de Nasser, mais je pense que tout cela est avant tout à usage interne.

D'autre part, certains présentent aujourd'hui la chute de Morsi comme un « revers » pour les États-Unis. Sous-entendu : les Frères musulmans donnaient entière satisfaction à Washington. Il est amusant de constater combien, aujourd'hui en Égypte, tous les protagonistes s'accusent les uns les autres d'être des « suppôts » des Américains. Je crois pour ma part que le coup d'État militaire est surtout un handicap pour Washington par rapport à l'opinion publique et à l'idéologie « globalo-démocratiste » aujourd'hui dominante.

Israël a l'air d'être en marge de cette crise. Le fait que les Arabes et les musulmans s'entredéchirent peut aussi réjouir Tel Aviv. De même, l'affaiblissement du Hezbollah si la cause de Bachar Al-Assad qu'il soutient devait échouer. Al-Assad ne serait-il pas le moindre mal ? En quoi consiste, finalement, la politique israélienne dans ce contexte ?

Je pense que, pour Israël, il y a deux priorités : l'Iran et le Hezbollah, contre lequel l'état-major a gardé une sérieuse dent depuis la « guerre des 33 jours » de l'été 2006. Pour Israël, la Syrie est en quelque sorte secondaire et n'est envisagée que dans ses relations avec les premiers. Avec, depuis peu, une grosse inconnue : l'« ouverture » de Hassan Rohani vers les Occidentaux aura-t-elle des retombées en ce qui concerne Israël ? Ce sont ces priorités qui expliquent la discrétion, que tous ont perçue, de Tel-Aviv à propos de la crise syrienne. Quand Israël a-t-il haussé le ton depuis le début du soulèvement ? Lorsque des convois suspectés de transporter des armes « sophistiquées » à destination du Hezbollah ont été bombardés.

Il y a eu quand même, en 2012, ces fusillades contre des Palestiniens dans le Golan...

En mai 2012, les Israéliens ont tiré sur des manifestants palestiniens venus de Syrie qui tentaient de forcer le passage vers le Golan annexé par Israël pour, disait-on, commémorer la Nakba. Il apparaît aujourd'hui que ce cortège avait été organisé par un groupuscule totalement inféodé au régime de Damas, le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, vieille scission du FPLP commandée par Ahmed Jibril. Et que nombre de Palestiniens ont reproché à ce groupe les 6 tués de cette fusillade, morts en fait pour détourner, en pointant le doigt vers Israël, l'attention de ce qui se passait en Syrie. Pour le plus grand avantage du régime et de sa posture « anti-impérialiste ».

Mais, à part cela, le 30 janvier dernier, l'aviation israélienne a bombardé à la fois un convoi à la frontière libanaise, et un centre de recherches militaires dans la banlieue de Damas. On retrouve donc la priorité accordée au Hezbollah : pas question que celui-ci entre en possession d'armes chimiques. Cela vaut d'ailleurs aussi pour les jihadistes de la rébellion.

Pour ce qui est, maintenant, de ce « moindre mal » que représenterait Al-Assad, il y a une expression en Israël : « *Un diable, mais que l'on connaît* ». J'ai déjà évoqué l'attitude qu'a adoptée Hafez Al-Assad face à la suprématie israélienne. Des responsables israéliens ont clairement dit que, pour eux, la meilleure solution à la guerre en Syrie, c'est le statu quo. De façon à ce que le gouvernement de Damas, allié de Téhéran, et les rebelles islamistes continuent de s'entre-étriper, sans que ni l'un ni l'autre ne l'emporte. Et, dans la même perspective, tant mieux si le Hezbollah s'implique – et a des pertes – en Syrie. Avec un bémol quand même : le risque de déstabilisation régionale, au Liban et en Jordanie. Enfin, les Israéliens savent très bien ce que peu en Occident comprennent : un régime vraiment démocratique en Syrie, ou ailleurs dans le Monde arabe, ne leur sera pas plus favorable. Au contraire. Et les Israéliens sont aussi conscients du fait qu'apparaître soutenir ou pousser à une implication des États-Unis, ou encore intervenir eux-mêmes, serait du pain bénit pour la propagande de Damas et du Hezbollah. D'où : mieux vaut laisser saigner la Syrie... Donc, lorsqu'il y a eu recours aux armes chimiques dans les environs de Damas, les Israéliens ont soutenu l'intention première d'Obama de recourir à des frappes contre la Syrie. Mais parce que ces frappes devaient être limitées. Je ne pense pas qu'Israël soit favorable à une intervention occidentale en règle.

Toutefois, les Israéliens pensent aussi – ou ont pensé jusqu'il y a peu – que les jours du régime sont comptés, la question étant donc de savoir quand et dans quelles conditions par rapport aux intérêts d'Israël. Il est vrai aussi qu'un courant, en Israël, mené par le général à la retraite Amos Yadlin, appelle à renverser au plus vite Bachar Al-Assad, mais en tant qu'allié de l'Iran. Constatons cependant que, lorsqu'il a été question, au printemps, des missiles sol-air S-300 russes livrés à la Syrie, les Israéliens ont eu une attitude étonnamment réservée et beaucoup moins alarmiste que

celle qu'ils affichent à l'encontre de l'Iran. Interviewé par *Le Monde* (01.06.13), le même général Yadlin, au demeurant Directeur de l'Institut d'études sur la sécurité nationale à Tel-Aviv, a déclaré que ces S-300 ne représenteraient pas une réelle menace avant plusieurs mois, ajoutant que, selon lui, la décision russe était surtout un message adressé à l'OTAN, aux EU et à la Turquie et pas dirigée contre Israël... Commentaire du Haaretz à l'époque, pour qui l'évocation des S-300 relevait d'une « guerre psychologique » menée par Damas : « *Israël ne cherche pas l'escalade avec la Syrie et encore moins un face à face avec la Russie* »...

Par contre, Israël a tout à craindre du basculement de la Syrie dans le djihadisme le plus radical...

Une autre question que se posent bien entendu les Israéliens, c'est l'évolution de la guerre, voire celle de l'après-guerre en Syrie. Ont-elles été au menu des conversations entre le prince Sultan et le Mossad ?

Par ailleurs, est-on certain que la Syrie va inéluctablement basculer dans le jihadisme le plus radical ? L'épouvantail salafiste ne joue-t-il pas dans cette perception ? Sans aucune certitude, bien sûr, quant à l'avenir, je constate, primo, qu'aucun des alliés régionaux de l'Occident dans la région ne souhaite une telle issue : ni Israël, ni la Turquie, ni l'Arabie saoudite. Pas plus, secundo, que les « ennemis » de l'Occident : l'Iran et la Syrie, comme le pouvoir chiite irakien, sont la première cible des jihadistes sunnites. Enfin, tertio, les ennemis de groupes peu ou prou liés à Al-Qaïda comme le Jabha-al-Nosra ou le Dahesh, l'État islamique en Irak et au Levant, ne manquent pas. L'on a vu plusieurs exemples d'opposition et de résistance, dans la population, à ces groupes, même dans les régions qu'ils tiennent.

Dans cette crise syrienne, le sort de l'État juif et la question palestinienne sont en jeu également. Le prétendu « processus de paix » est d'un cynisme total. Israël poursuit les colonisations de telle sorte que la notion d'« État palestinien » devient inconsistante...

Je partage entièrement ton point de vue sur le soi-disant « processus de paix » qui, depuis près de dix ans, ne sert qu'à perpétuer un « *peacebusiness* » profitable à une direction palestinienne dont le seul objectif est de se perpétuer, à faire gagner du temps et du terrain aux Israéliens et à donner bonne conscience aux Occidentaux. C'est vrai, l'espoir d'un État palestinien s'éloigne chaque jour un peu plus sans que pour autant le projet que d'aucuns remettent en avant d'un État binational n'apparaisse plus atteignable. Ici aussi, le choix est celui du statu quo. Et tant pis pour les peuples. Et « après moi, le déluge ! »

Mais de quelle « justice internationale » peut-on encore parler alors que tant de criminels au pouvoir ne risquent jamais d'être jugés. Et lorsqu'on voit le sort infligé aux Palestiniens ! Comment peut-on encore croire à une « justice internationale » ?

Je pense que la « justice internationale », ça a toujours été et ça reste le droit du plus fort. À certaines époques, quand la puissance était mieux partagée comme pendant la Guerre froide, on a pu avoir l'illusion de plus de « justice internationale », mais, à mon avis, c'était plus une question d'équilibre des forces ou de connivence entre États, ou alliances d'États, qu'une véritable justice pour les peuples. Or, aujourd'hui encore, je trouve désolant qu'à gauche et – plus – à l'extrême-gauche, on raisonne principalement en termes d'États plutôt qu'en termes de peuples.

Venons-en, précisément, à ce type de questions. Que penser lorsqu'on entend, à gauche et à l'extrême-gauche, appeler au soutien de la « révolution syrienne » ? Les mêmes milieux ont tenu les mêmes discours en faveur de la « révolution libyenne » et, longtemps avant cela, « pour le Kosovo ». A chaque fois, ces gauches ont été les faire-valoir des interventions de l'OTAN.

Ils me paraissent « au nom de la révolution » (ou des Droits de l'Homme) ignorer les réelles réalités de la géopolitique mondiale en même temps que des sociétés sur lesquelles ils plaquent des grilles d'analyse abstraites. Certains sont carrément « campistes », *de facto* dans le camp euro-atlantiste tout en le critiquant. A l'inverse, il y a un autre campisme de gauche qui consiste à soutenir tout qui s'oppose aux Etats-Unis. C'est une autre manière de parti-pris pavlovien et aveugle quant aux conséquences de son engagement.

De quelle « gauche » parle-t-on ? Et de quelles « réelles réalités » ? Pour ce qui est de la « gauche », encore une fois, il faut distinguer. Entre, primo, une gauche « bobo », les « globalo-démocratistes », qui soutient le soulèvement au nom d'une démocratie - parlementaire - sacralisée, conçue comme une panacée planétaire. On les a, en effet, vus à l'œuvre en Libye et au Kosovo. Et, en effet, *nolens volens*, ils ont été des faire-valoir de l'OTAN. Mais, secundo, il y a des courants d'extrême-gauche qui, eux aussi, soutiennent le soulèvement, mais à qui porter la même accusation me paraît injuste et même vicieux. Je vais y revenir. Et, enfin, il y a une extrême-gauche que je vois comme « complotiste » et « campiste » qui défend *de facto* - même parfois avec des contorsions quelque peu opportunistes - le régime syrien. Parce que celui-ci leur apparaît comme opposé aux Américains. J'ai dit plus haut ce que je pensais de l'« anti-impérialisme » de Damas.

Pour ce qui est, maintenant des « réalités réelles » que tu évoques, quelles sont-elles ?

L'affaiblissement de la puissance étasunienne ? OK. Le fait que le système capitaliste est devenu planétaire - c'est ça, la mondialisation ? OK. Ni la Russie, ni la Chine ne me semblent susceptibles de soutenir des aspirations populaires en dehors de leurs frontières. Ce qui compte, c'est de se gagner l'appui d'États mieux à même de satisfaire leurs intérêts d'États et à les épauler dans leurs contentieux avec la puissance US. Quant aux courants d'extrême-gauche qui combattent le régime syrien et appuient, sélectivement, le soulèvement, je répète qu'il est injuste et erroné de les accuser de « campisme » *de facto* aux côtés de l'Occident. Ou encore de « parti-pris pavlovien ». Ce qui, par contre, me semble bel et bien le cas de l'extrême-gauche anti-rébellion. Quand je parle de cette extrême-gauche anti-régime, je pense à des analystes comme Gilbert Achcar ou Santiago Alba Rico. Certes, ces personnes sont liées à la mouvance trotskyste. Mais cela ne me semble pas une tare indélébile. Et je pense que leurs analyses ne sont pas du tout « abstraites et plaquées » comme le sont celles des précédents.

S'agissant de la Syrie, y a-t-il vraiment un mouvement autonome, démocratique, laïque ou du moins étranger aux fanatismes religieux, qui ne joue le jeu ni des islamistes ni des puissances occidentales, et quelles seraient ses chances de s'imposer ?

En Syrie et ailleurs dans le monde arabe, je ne vois pas, en effet, de mouvement « démocratique, laïque ou du moins étranger aux fanatismes religieux » qui fasse le poids. Tu as raison. Ceci dit, tu as des courants laïques et étrangers aux islamistes qui soutiennent *de facto* le régime ; et d'autres, tout aussi laïques, étrangers aux islamistes et hostiles à l'hégémonie occidentale, qui soutiennent la rébellion. Au vu d'une « réelle réalité » : on ne fera pas l'économie, dans le mouvement d'émancipation des peuples arabo-musulmans, d'une participation islamiste. C'est quand même la première chose que les « printemps arabes » nous ont montré. Cette montée en force des mouvements islamistes, dans toute leur diversité, était au demeurant à prévoir - que l'on s'en réjouisse ou pas - selon tous les observateurs un peu lucides de la région. Donc, nous avons un premier courant qui refuse cette réalité. Et un second qui en tient compte. En se posant en quelque sorte les deux questions de Burgat dans l'ouvrage que j'ai cité (p.25) : primo, « *en quoi la revendication démocratique est-elle antinomique avec la résistance anti-impérialiste ?* » Et, secundo, « *pourquoi un Parlement librement élu s'empresserait-il de vendre les intérêts nationaux au voisin ennemi hébreu ou à ses sponsors occidentaux ?* » Je pense ici que c'est la laïcité à l'occidentale, dimension indéniable de l'orientalisme, qui fait la différence. Je pense malheureusement aussi que si ce second courant - les Achcar et les Alba Rico - offrent peut-être une petite chance à ce que les

valeurs de la gauche et du socialisme puissent un jour se propager dans ces sociétés arabo-musulmanes, e. a. grâce aux impasses que même un islam politique démocratique devra un jour affronter, à l'opposé le courant « laïcard de combat » est en train, en s'associant trop souvent à la réaction, comme en Égypte et en Tunisie, de « suicider » pour très longtemps ces valeurs de gauche et l'idéal socialiste au sein de ces sociétés.

P.-S.

* Publié par le Cetri sous le titre « La crise en Syrie et les « printemps arabes » », 24 janvier 2014.
<http://www.cetri.be/spip.php?article3357&lang=fr>

Notes

[1] François Burgat & Bruno Paoli, Pas de printemps pour la Syrie, La Découverte, 2013, p.14

[2] Souheïl Belhadj, La Syrie de Bachar El-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire, Belin, 2013 - Baudouin Dupret (dir.), La Syrie au présent, reflets d'une société, Sindbad/Actes Sud, 2007.